

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

19 mai 2011

---

PROTECTION DES PERSONNES  
FAISANT L'OBJET DE SOINS PSYCHIATRIQUES (Deuxième lecture) - (n° 3445)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 3

présenté par  
M. Prél, M. Jardé et M. Hunault

-----  
**ARTICLE 2**

Après l'alinéa 34, insérer l'alinéa suivant :

« Un certificat établi au plus tard le huitième jour précédant la fin de chaque période d'hospitalisation complète de six mois à compter de la décision judiciaire prise sur le fondement, selon les cas, de l'article L. 3211-12, des I et II de l'article L. 3111-12-1 du présent code, ou de l'article 706-135 du code de procédure pénale, est transmis, dans les conditions prévues aux deux alinéas précédents, si l'hospitalisation complète est susceptible de se prolonger au-delà de ces six mois. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement vise à proposer un examen régulier avant la fin de chaque période de six mois pour que la décision de prolonger les soins soit prise en raison de motifs médicaux.